



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-d'Oise

Dossier suivi par : Jean-Baptiste BELLON

Objet : demande de déclaration préalable

MAIRIE DE FREMECOURT

Hotel de ville

Rue de Cléry

95830 FREMECOURT

A Cergy-Pontoise Cedex, le 30/07/2021

numéro : dp25421B0009

adresse du projet : 58 RUE DE CLERY 95830 FREMECOURT

nature du projet : Modif. aspect extérieur/aménagement intérieur

demandeur :

MME BOUQUET AUDREY

58 RUE DE CLERY

95830 FREMECOURT

déposé en mairie le : 23/06/2021

reçu au service le : 02/07/2021

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -
Eglise Notre-Dame (Frémécourt) - Vexin français (Frémécourt)

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, étant de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce ou ces monuments historiques ou aux abords, l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

- Motifs du refus (1)

L'escalier projeté est trop important par rapport à la taille de la construction, perturbe les façades des bâtiments et s'inscrit en contraste violent dans son environnement. En effet, ce type de structure est adapté pour les constructions de plus grande taille et ne peut être envisagé sur les façades des maisons individuelles. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s) ci-dessus nommé(s).

Les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, porteraient atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) cité(s) en objet dont il convient de garantir la présentation.

L'architecte des Bâtiments de France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bellon', with a horizontal line drawn underneath it.

Jean-Baptiste BELLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.